

Paris le 20 février 2009

**Les élus de l'INRIA boycottent  
la remise du rapport d'évaluation à la Ministre.**

Le « Visiting Committee » de l'INRIA remet aujourd'hui son rapport à Madame Valérie Pécresse. Les élus SNCS -FSU, Sgen-CFDT et SNTRS -CGT au conseil d'administration, au conseil scientifique et à la commission d'évaluation de l'INRIA refusent de cautionner cette manifestation médiatique qui ne saurait être qu'un coup de communication pour un gouvernement et un président qui méprisent chercheurs et enseignants-chercheurs.

Ils seront attentifs à ce qu'après débats dans les instances de l'organisme, les conclusions à tirer du rapport du « Visiting Committee » soient en adéquation avec leur conception d'un vrai service public de recherche respectant la liberté et l'indépendance des scientifiques.

Les personnels scientifiques, techniciens et administratifs de l'INRIA sont inquiets sur leur avenir : l'avenir de leurs métiers ; celui de leur Institut ; celui de la recherche publique en France.

Ils sont solidaires de leurs collègues universitaires dans la défense de leur statut d'enseignant-chercheur. Ils sont solidaires de leurs collègues du CNRS dans leurs actions contre le démantèlement de cet organisme renommé, comme de ceux des autres EPST soumis à des restructurations autoritaires et néfastes. Ils sont conscients que l'avenir de leur institut, de leur statut est aussi en jeu.

Alors qu'aujourd'hui les effets néfastes des lois LRU et Pacte pour la recherche se concrétisent avec le morcellement de la recherche publique en France: instituts à l'INSERM et au CNRS, restructurations autoritaires dans d'autres EPST...

Alors que les annonces de priorité donnée à la recherche cette année s'avèrent mensongères, avec des budgets 2009 en baisse dans les organismes de recherche et les universités, et une réduction du nombre de postes...

Alors que l'ANR ne propose que des contrats de courte durée aux jeunes chercheurs, et que la ministre déclare que le pays n'a pas besoin de plus de chercheurs...

Alors que l'AERES met en place des comités d'experts selon des procédures pour le moins opaques pour évaluer les laboratoires; que cette évaluation met en avant une simple note publique, réductrice jusqu'à la caricature de la complexité de l'évaluation ; alors qu'au contraire le principe d'évaluation de la recherche par des indicateurs chiffrés est remis en cause dans la grosse majorité des pays à forte activité de recherche...

Alors que certains prétendent que les chercheurs ne sont pas évalués, prouvant ainsi une totale méconnaissance du fonctionnement de la recherche en France en oubliant que l'AERES ne sera effectivement pas évaluée ; alors que, au contraire, les chercheurs le sont de plus en plus fréquemment, ce qui limite considérablement leur disponibilité pour le travail scientifique...

Alors que la communauté scientifique a proposé depuis longtemps des pistes de réformes

qui sont systématiquement ignorées...

Alors que le ministère ne cesse de faire "travailler" des groupes de travail soi-disant destinés à l'amélioration de la recherche publique en France tout en décidant des réformes sans même attendre leurs conclusions...

Le texte du « Visiting Committee » de l'INRIA ne sera-t-il qu'un texte de plus parmi tous ces rapports de commission déjà remis ?

Comment se féliciter de ce rapport quand les propos tenus par M. le Président de la République lors de son « Discours à l'occasion du lancement de la réflexion pour une stratégie nationale de recherche et d'innovation » du 22 Janvier 2009 ont si profondément choqué la communauté scientifique dans son ensemble ?

Comment faire encore confiance à un gouvernement qui fait preuve d'une telle méconnaissance des scientifiques et de leurs métiers dans les organismes et les universités, et les traite avec un tel mépris ?

Alors que, sans attendre ce rapport, de nouvelles orientations sont déjà évoquées à l'INRIA :

- primes d'excellence scientifique, en petit nombre et paradoxalement destinées aux seuls chercheurs qui assureront un enseignement universitaire équivalent à un tiers du service d'un enseignant-chercheur (64h). Cette disposition est rejetée par près d'une centaine de chercheurs dans un texte circulant dans l'Institut.
- CDD de 5 ans pour certains jeunes chercheurs pourtant recrutés par concours alors que 4 postes n'ont pu être pourvus l'an dernier, les candidats ayant peut-être été rebutés par les conditions de travail.
- primes des ITA calculées à la "performance", induisant démotivation et conflit dans les services de support à la recherche alors qu'en 2008 toutes les possibilités de promotion des ITA n'ont pas été utilisées.

Les élus SNCS -FSU, Sgen-CFDT et SNTRS-CGT proposent de remettre à plat l'ensemble des réformes déjà engagées, de tirer les leçons des mécanismes qui n'ont pas fonctionné et d'ouvrir la discussion sur les propositions constructives élaborées par les personnels. Il est urgent de prendre en compte leurs revendications, pour renforcer encore les résultats incontestés de la recherche en France.